

Minniti, apparatchik de l'ombre devenu " M. Anti-migrants "

Le ministre de l'intérieur italien, qui a négocié l'arrêt du trafic en Libye dans des conditions opaques, est devenu très populaire



La crise aura duré une heure à peine. Le 7 août, à l'ouverture du conseil des ministres, Marco Minniti manque à l'appel. Critiqué ouvertement depuis plusieurs jours par des membres de la majorité, dont le ministre des transports, Graziano Delrio, en raison de son attitude dans la crise des migrants, et notamment de sa volonté de mettre au pas les ONG opérant en Méditerranée, le ministre de l'intérieur de Paolo Gentiloni a décidé de se mettre aux abonnés absents. Comme si ce n'était pas assez clair, il ne répond même plus au téléphone.

S'apprête-t-il à démissionner ? L'hypothèse suffit à convaincre le chef du gouvernement de réaffirmer aussitôt, publiquement, son soutien à Marco Minniti. Dans la soirée, le ministre recevra également l'appui du président de la République, Sergio Mattarella, saluant ses " *efforts des dernières semaines, notamment dans la gestion du phénomène migratoire* ". Sans avoir à menacer publiquement, Minniti venait d'obtenir carte blanche sur la question migratoire. L'autre leçon de cette " journée des dupes " à l'italienne est encore plus limpide : naguère cantonné aux seconds rôles et aux coulisses, Marco Minniti est devenu, en quelques mois, un personnage de premier plan.

Pur produit du Parti communiste

Au fond, l'un des aspects les plus étonnants de son ascension spectaculaire est qu'elle fait passer pour un homme neuf un vieux routier de la politique.

Le style affiché par le ministre n'y est sans doute pas pour rien. Discret, voire secret, et méfiant envers les journalistes (il a n'a pas donné suite aux demandes d'entretien du *Monde*), très rare sur les plateaux de télévision et littéralement invisible sur les réseaux sociaux, Marco Minniti est un OVNI dans le paysage politique italien.

Pourtant, il connaît ce monde mieux que quiconque, et en maîtrise parfaitement les subtilités. Né il y a soixante et un ans à Reggio de Calabre, fils de général, M. Minniti est un pur produit du Parti communiste italien (PCI). C'est là qu'il a fait ses armes, dans les années 1980, progressant dans l'appareil grâce au patronage du futur premier

ministre, Massimo D'Alema, qui l'appellera à ses côtés comme sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, de 1998 à 2000. Conservé à son poste par le successeur de D'Alema, Giuliano Amato (2000-2001), il est élu député en 2001, revient au gouvernement de 2006 à 2008, comme vice-ministre de l'intérieur, à la faveur du retour aux affaires de la gauche, et devient sénateur en 2013, quelques semaines avant une nouvelle nomination comme sous-secrétaire d'Etat.

Son arrivée au poste de ministre de l'intérieur, en décembre 2016, à la faveur de la retentissante démission de Matteo Renzi, pouvait n'être perçue que comme le fruit des circonstances. De fait, c'est un jeu de chaises musicales qui l'a rendu possible : la place était laissée vide par Angelino Alfano, lui-même nommé au ministère des affaires étrangères à la place de Paolo Gentiloni, appelé à la présidence du conseil. Reste que l'homme s'était incontestablement préparé.

Spécialiste des questions de renseignement, pour lesquelles il se passionne depuis des années, Marco Minniti a la haute main sur le contre-espionnage italien depuis 2013. Un bagage précieux, qu'il mettra à profit dans sa gestion de la crise migratoire, dont il devient très vite l'interlocuteur de référence, empiétant largement sur les prérogatives du ministère des affaires étrangères. En Libye, ancienne colonie italienne où les intérêts économiques transalpins restent importants et les services de contre-espionnage très actifs, il multiplie sans états d'âme les contacts avec les chefs locaux, pour faire cesser les départs de bateaux vers l'Europe, tout en équipant les gardes-côtes de navires flambant neufs.

Dans le canal de Sicile, il contraint les ONG chargées des opérations de secours en mer à s'engager sur un " code de bonne conduite ", sous peine de se voir privées d'accès aux ports italiens. *" Les humanitaires n'ont sans doute pas bien compris ce qu'il se passait, ils ont pensé qu'il y avait une marge de négociation et ont sous-estimé sa détermination. Quand ils ont compris qu'ils étaient piégés, c'était trop tard "*, confie le membre d'une ONG.

Des questions et des doutes

Le résultat de ces diverses actions ? Une chute spectaculaire du nombre de départs, ainsi qu'une série de questions sur les moyens par lesquels l'Italie est parvenue à ce résultat. Ces doutes, exprimés par des figures de la gauche et de l'Eglise, qui soulignent par ailleurs que la politique menée par Marco Minniti a pour effet d'ôter tout espoir à des centaines de milliers de personnes, sont évacués au nom de l'équilibre social de l'Italie, mis à mal par l'afflux de migrants et la fronde d'élus locaux de plus en plus réticents à les accueillir. " A un moment, j'ai même craint pour la santé de

notre démocratie ", assurait le ministre, fin août, à la Fête de *L'Unità* de Pesaro.

Les critiques n'empêchent pas Marco Minniti de jouir, pour l'heure, d'une enviable popularité : selon les sondages, il compte désormais plus d'opinions favorables que les deux leaders du PD (centre gauche, au pouvoir), le premier ministre, Paolo Gentiloni, et le secrétaire du parti, Matteo Renzi. Epargné par les critiques des berlusconistes comme du Mouvement 5 étoiles, il semble même devenu incontournable dans la perspective d'une probable alliance postélectorale entre la gauche et le centre-droit. S'il sort indemne de cette soudaine exposition à la lumière, le " parti de Minniti ", dont l'hebdomadaire *L'Espresso* annonçait la naissance dans son édition du 10 septembre, pourrait bien avoir de beaux jours devant lui.

J. G.

© Le Monde

◀ **article précédent**

" Les pays de l'UE ne font
qu'entretenir...

article suivant ▶

Bucarest redoute la création
d'une...